

LEADER 2007/2013



Projet de Coopération

GAL Quercy Rouergue / GAL Elbe Elster

LEADER

Visite du GAL Elbe Elster sur le territoire Quercy Rouergue



HISTORIQUE DU PROJET

La première prise de contact entre les territoires Quercy Rouergue et Elbe Elster s'est faite par le biais des Unités Nationales d'Animation Leader Française et Allemande (*Structures nationales qui accompagnent les GAL dans la mise en œuvre du programme Leader*), dans le cadre de l'organisation d'un séminaire sur le thème des groupements d'employeurs en Allemagne.

L'UNA Allemande était à la recherche d'expériences en la matière, et l'UNA Française a proposé un rapprochement avec le GAL Quercy Rouergue qui avait soutenu, dans le cadre de son programme Leader+, un projet de développement du Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification BTP 46 (GEIQ BTP 46).

Le GAL Quercy Rouergue et le GEIQ BTP 46 ont donc été reçus en Février 2006 à Kassel en Allemagne.

Suite à cette première rencontre des échanges ont été maintenus avec Sigrid Wölfling du cabinet Tamen, et ont donné lieu à l'organisation d'une visioconférence entre les deux GAL en Juillet 2007.

En Juin 2008, une délégation française composée de Francis Cayron, Vice-Président du GAL Quercy Rouergue et Vice-Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Aveyron, Jordi Thocaven, Animateur du GEIQ BTP 46 et Nicolas Imberdis, Coordinateur du GAL Quercy Rouergue, a été reçue en Elbe Elster, afin de découvrir ce territoire et présenter le fonctionnement des GEIQ en France.

L'accueil d'une délégation allemande les 26 et 27 Mars 2009, avait pour objectif d'échanger et de construire ensemble des projets communs répondant aux besoins de nos territoires respectifs.

Liste des structures représentées lors des du séminaire du 26-27 Mars 2009

Prénom	Nom	Titre	Structure
Sandra	ARELLANO	Animatrice de la pépinière d'entreprises Chrysalis	Communauté de Communes du Bassin de Decazeville Aubin
Cristelle	BAYLAUCQ	Assistante administrative	GAL Quercy Rouergue
Valérie	BELTRANDO	Coordinatrice	GAL Quercy Rouergue
Cornelia	BÖCK	Agricultrice	GAL Elbe-Elster
Betty	BONHOMME	Chargée de mission	GAL Quercy Rouergue
Alain	CAMPERGUE	Adjoint Mairie Aubin	Communauté de Communes du Bassin de Decazeville Aubin
Philippe	CAUSSEGAL	Chargé de Développement économique	Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Lot
Francis	CAYRON	Vice-Président du GAL Quercy Rouergue	Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Aveyron
René	DEBONS	Président des GE Agricoles de l'Aveyron	FDSEA, Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
Daniel	DRUILHET	Président	Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Aveyron
Christine	EXIGA	Directrice	Maison Commune Emploi Formation de Figeac
Laure	FABRE	Animatrice	GEIQ BTP 12
Heike	FLEMMING	Chef d'entreprise – Responsable GE en constitution	GAL Elbe-Elster
Pierre	GADÉA	Président	Communauté de Communes du Bassin de Decazeville Aubin
Daniel	GARRIGOU	Traducteur-Interprète	
Anne-Marie	GIMALAC	Animatrice du Centre d'Aide à la Décision	Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Aveyron
Marie-Claire	GUTIERREZ	Directrice adjointe	Pôle Emploi Figeac
Uwe	GÜTZEL	Architecte	GAL Elbe-Elster
Ulrich	HARTENSTEIN	Président	GAL Elbe-Elster
Vincent	LABARTHE	Président	GAL Quercy Rouergue
Cathy	LABARTHE	Responsable	Société Coopérative à Intérêt Collectif "Compétences & Territoire"
Martine	LAGARDE	Responsable DFPA Bureau Territorial du Lot	Conseil Régional Midi-Pyrénées
André	MARTINEZ	Vice-Président et Maire d'Aubin	Communauté de Communes du Bassin de Decazeville Aubin
Sophie	ROUDIL	Coordinatrice	Pays du Rouergue Occidental
Jordi	THOCAVEN	Animateur	GEIQ BTP 46
Guilhem	TOURNIER	Directeur de la pépinière d'entreprises Chrysalis	Communauté de Communes du Bassin de Decazeville Aubin
Yves	VALLS	Adjoint Mairie Aubin	Communauté de Communes du Bassin de Decazeville Aubin
Aimé	VILLAS	Directeur	Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Aveyron
Gudrun	WÜNSCHE	Coordinatrice	Tamen GmbH, GAL Elbe-Elster

Compte-rendu de la matinée du Jeudi 26 Mars 2009

Les participants :

- **Ulrich Hartenstein**, Président du GAL Elbe-Elster.
- **Cornelia Böck**, Agricultrice.
- **Uwe Güntzel**, Architecte.
- **Heike Flemming**, GE Elbe-Elster.
- **Gudrun Wünsche**, Coordinatrice Tamen GmbH.
- **Vincent LABARTHE**, Président, GAL Quercy Rouergue
- **Francis CAYRON**, Vice-Président du GAL Quercy Rouergue, Chambre de Métiers et de l'Artisanat 12
- **Valérie BELTRANDO**, Coordinatrice, GAL Quercy Rouergue
- **Cristelle BAYLAUCQ**, Assistante administrative, GAL Quercy Rouergue
- **Betty BONHOMME**, Chargée de mission, GAL Quercy Rouergue
- **Daniel GARRIGOU**, Traducteur-Interprète

Objectifs :

Présenter les territoires Elbe-Elster et Quercy Rouergue afin de comprendre leurs caractéristiques, leurs problématiques et leurs besoins.

Contenu des débats :

Présentation du territoire Quercy Rouergue par le GAL Quercy Rouergue: cf Annexe 1.

Rôle du cabinet de conseil Tamen :

Tamen travaille dans le conseil aux TPE et PME, la gestion de projets européens, le développement personnel et organisationnel, le développement de nouvelles formes d'apprentissage pour les PME et TPE, la formation professionnelle et la réalisation d'études dans ces domaines.

Depuis 1999 : Tamen travaille avec les GAL dans les domaines de l'agriculture et des productions locales (vente directe).

De 2001 à 2003 : le cabinet Tamen a fait connaître la notion de groupement d'employeurs grâce à des partenariats danois et français (Création d'un centre d'information sur les Groupements d'Employeurs). Le Ministère du travail du Land de Brandebourg a été très intéressé par cette démarche et a apporté des contreparties financières (dont le financement des séminaires de rencontre entre les partenaires Elbe Elster et Quercy Rouergue).

Depuis 2004 : Tamen est en pourparler pour la création d'un groupement d'employeurs sur le territoire Elbe-Elster.

2006 : Tamen participe au séminaire de Kassel sur les groupements d'employeurs, premiers contacts avec le GAL Quercy Rouergue.

2008 et 2009: Tamen coordonne l'organisation des échanges entre les partenaires du Quercy Rouergue et de l'Elbe Elster.

Pour plus d'informations : www.tamen.de

Présentation du GAL Elbe-Elster : Diffusion d'un film cf. Annexe 2 Video

La réalisation du film présenté repose sur le travail d'une association inter-générationnelle soutenue par le GAL Elbe Elster, dont un des axes de la stratégie est le renforcement de l'identité et de la promotion du territoire.

L'Elbe-Elster est un arrondissement du Land du Brandebourg. Situé à l'Est de l'Allemagne, ce territoire est au centre d'un losange formé par quatre grandes villes: Berlin, Leipzig, Dresde et Cottbus.



Source : GAL Elbe Elster

Le GAL Elbe-Elster s'étend sur l'ensemble de l'arrondissement. Il est constitué de deux associations (*assimilées en France aux Pays*) : Wald und Heideland, à l'Ouest, et Wirtschaftsraum Schraden, à l'Est.

Ce territoire d'une superficie de 1852 km², a une population d'environ 112 000 habitants, soit une densité de 60 hab/km². Les villes principales sont Herzberg, le Chef-lieu d'arrondissement à l'Ouest du territoire, avec 10 900 habitants ; Bad Liebenwerda au Sud, avec 10 391 habitants et Finsterwalde à l'Est avec 18 516 habitants. C'est une ville de tradition artisanale et industrielle à proximité de l'axe autoroutier Berlin-Dresde. Elle compte bon nombre de commerçants, artisans et petites exploitations industrielles.

Le contexte démographique est similaire à celui du territoire Quercy Rouergue mais plus menaçant. En 4 ans, le territoire Elbe Elster a perdu 9500 habitants. Une projection montre qu'en 2020 un habitant sur trois aura plus de 65 ans, d'où la nécessité de maintenir l'emploi pour les plus de 50 ans et de retenir les jeunes sur le territoire. En effet, bien qu'il existe des entreprises performantes utilisant des nouvelles technologies (notamment dans l'électronique et la métallurgie), les jeunes ne le savent pas et partent dans les grandes villes périphériques. Ainsi, une des principales problématiques est de mettre en place des emplois durables, et des formations avec des débouchés.

Concernant l'agriculture en Elbe Elster, la taille moyenne des exploitations agricoles s'élève à 1400 ha. Ceci est la conséquence d'un important remembrement qui a conditionné une concentration des exploitations agricoles. Du fait de la taille de ces exploitations, les exploitants ont peu recours aux divers produits chimiques car le coût est trop élevé par rapport à la taille des surfaces à traiter.

Le territoire Elbe-Elster possède un bassin houiller qui a été reconverti en site touristique accueillant des spectacles de son et lumière, des concerts...

L'État fédéral n'inclue pas le développement rural dans ses politiques de développement. La répartition des subventions est hiérarchisée : les grandes villes sont les premières bénéficiaires, puis les villes d'importance moindre... Le programme Leader constitue donc un soutien financier très important pour les territoires ruraux.

Pour plus d'informations : www.lag-elbe-elster.de/lagelbeelster/index.html

Conclusion :

Grâce à ces présentations, nous avons pu mettre en avant les atouts et les faiblesses de nos territoires :

	ATOUS	FAIBLESSES
GAL Elbe-Elster	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de moyens de promotion du territoire - Reconversion du Bassin houiller 	<ul style="list-style-type: none"> - Territoire entouré par 3 grandes villes, très attractives pour les jeunes, d'où un exode rural important - Des infrastructures de communication (routes,...) insuffisantes, d'où une méconnaissance du territoire par les habitants des villes périphériques - Vieillesse accrue de la population qui engendre un risque de pénurie de main d'œuvre générale
GAL Quercy Rouergue	<ul style="list-style-type: none"> - Une qualité de vie - Un fort potentiel touristique - Le lien et la complémentarité agriculture agroalimentaire - Le potentiel de développement de la filière bois énergie - Un contexte favorable à la mise en place de solutions agro environnementales 	<ul style="list-style-type: none"> - L'insuffisance des services dans certaines zones du territoire et le manque de coordination entre les services sur le territoire - Une image du métier d'agriculteur peu attractive - Un environnement encore préservé mais qui se dégrade peu à peu (notamment du fait d'une urbanisation croissante et mal maîtrisée)

Compte-rendu de l'après-midi du Jeudi 26 Mars 2009

Les participants :

- **Ulrich Hartenstein**, Président du GAL Elbe-Elster.
- **Cornelia Böck**, Agricultrice.
- **Uwe Güntzel**, Architecte.
- **Heike Flemming**, GE Elbe-Elster.
- **Gudrun Wünsche**, Coordinatrice Tamen GmbH.
- **Francis CAYRON**, Vice-Président du GAL Quercy Rouergue, Chambre de Métiers et de l'Artisanat 12
- **Anne-Marie GIMALAC**, Animatrice du Centre d'Aide à la Décision, Chambre de Métiers et de l'Artisanat 12
- **Philippe CAUSSEGAL**, Chargé de Développement économique, Chambre de Métiers et de l'Artisanat 46
- **Martine LAGARDE**, Responsable DFPA Bureau Territorial du Lot, Conseil Régional Midi-Pyrénées
- **Christine EXIGA**, Directrice, Maison de la Formation de Figeac
- **Marie-Claire GUTIERREZ**, Directrice adjointe, Pôle Emploi Figeac
- **Cathy LABARTHE**, Responsable, Société Coopérative à Intérêt Collectif "Compétences & Territoire"
- **Valérie BELTRANDO**, Coordinatrice, GAL Quercy Rouergue
- **Cristelle BAYLAUCQ**, Assistante administrative, GAL Quercy Rouergue
- **Betty BONHOMME**, Chargée de mission, GAL Quercy Rouergue
- **Daniel GARRIGOU**, Traducteur-Interprète

Objectifs :

Mettre autour de la table différents acteurs lotois et aveyronnais de l'emploi, de la formation et des entreprises pour :

- proposer une présentation des différentes initiatives qui se mettent en place localement dans ces domaines,
- exposer le tissu territorial sur lequel les groupements d'employeurs prennent place,
- répondre à deux questions sur lesquelles les partenaires allemands s'interrogent :

1. Quel rôle jouent les collectivités locales, les associations, les chambres consulaires... dans le maintien d'actifs et d'une main d'œuvre qualifiée sur le territoire?

2. Quels sont les partenariats (notamment public/privé) ou les actions collectives mises en place en faveur du développement économique local et des entreprises?

Contenu des débats :

Présentation de Lot Initiatives Artisanat par Philippe CAUSSEGAL, Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Lot : cf Annexe 3

Pour donner leur chance aux créateurs-repreneurs d'entreprises artisanales et informer sur les modalités d'une cession, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Lot a mis en place un dispositif gratuit d'appui à la transmission : Lot Initiatives Artisanat.

Il vise à informer les créateurs-repreneurs et permet à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de jouer d'expert, ou d'interface entre cédants et repreneurs. Elle œuvre dans ce domaine aux côtés des notaires, experts-comptables, banques... Les agents du service économique vont se charger de définir les meilleures conditions pour mener l'opération et d'accéder à l'ensemble des informations nécessaires pour sa réussite : diagnostic-évaluation de l'entreprise, conseils sur les modalités et démarches, mise en relation cédants-repreneurs.

Lot Initiatives Artisanat est une plate-forme d'initiatives locales, mais aussi un outil financier qui favorise la transmission reprise d'entreprises artisanales lotoises par l'octroi d'un prêt d'honneur sans garantie, ni intérêt.

Depuis trois ans, 190 projets ont été accompagnés et 1,8 millions d'euros de prêts à taux 0 accordés.

Pour plus d'informations : www.cma-cahors.fr

Situation de l'artisanat en Allemagne

L'artisanat allemand se répartit aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, mais il y a des difficultés administratives pour la mise en place d'un projet. Cette mise en place nécessite 5 niveaux d'interlocuteurs, ainsi les demandes de subvention suscitent beaucoup trop d'intermédiaires ce qui n'encourage pas les porteurs de projet. Ces intervenants sont notamment présents au sein du GAL Elbe-Elster et ont pour rôle de sélectionner les projets en fonction des aides publiques accordées (il n'existe pas de crédit à taux 0).

Présentation de l'Apprentissage par Anne-Marie GIMALAC, Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Aveyron : cf Annexe 4

Le Centre d'Aide à la Décision (C.A.D.) de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Aveyron assure une mission d'orientation et de conseil auprès des jeunes et des artisans en matière de filière de formation. Il apporte une aide dans l'établissement des formalités et met en relation les candidats potentiels à l'apprentissage et les maîtres d'apprentissage, à travers une "bourse d'apprentissage".

L'apprentissage est un contrat de travail. Ce contrat est particulier : il organise la présence de l'apprenti en alternance tantôt dans une entreprise, tantôt dans un Centre de Formation d'Apprentis (CFA) ou une Section d'Apprentissage (SA) dans les lycées professionnels ou techniques. Le rythme de l'alternance peut-être d'une semaine sur trois ou d'une semaine sur deux.

Le contrat d'apprentissage est signé par l'apprenti(e) ou ses parents s'il/elle est mineur(e), et par l'employeur. En signant le contrat d'apprentissage, l'apprenti(e) s'engage à :

- travailler pour l'employeur
- suivre avec assiduité la formation dispensée en CFA ou en SA
- respecter le règlement du centre de formation et de l'entreprise
- se présenter à l'examen prévu dans le contrat d'apprentissage
- passer une visite médicale du travail avant son embauche.

Quant à l'employeur, il s'engage à :

- verser un salaire à l'apprenti(e)
- inscrire l'apprenti(e) dans le CFA ou la SA correspondant au métier préparé
- permettre à l'apprenti(e) de suivre les enseignements dispensés par le CFA
- participer aux actions de coordination avec l'établissement de formation
- assurer à l'apprenti(e) une formation professionnelle et pratique
- inscrire l'apprenti(e) à l'examen préparé
- fournir à l'apprenti(e), en entreprise, un accompagnement par un Maître d'Apprentissage.

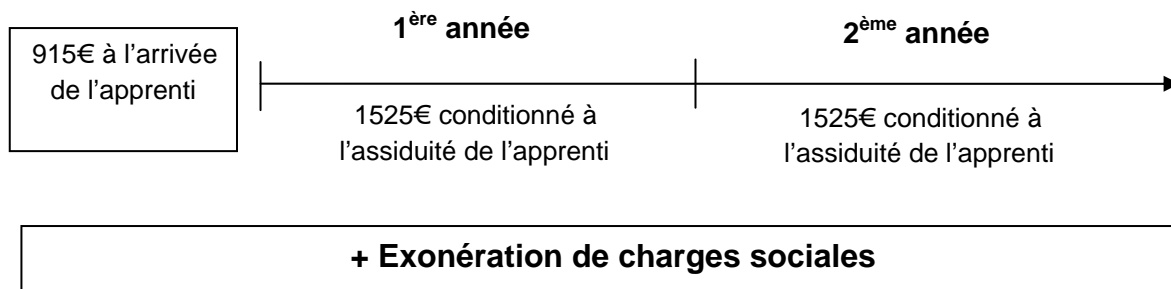
Enfin, le centre de formation d'apprentis ou la section d'apprentissage dispense à l'apprenti une formation générale. Elle définit les objectifs de la formation et organise des journées d'information pour les maîtres d'apprentissage. Elle met à disposition du Maître d'Apprentissage les outils pédagogiques dont il peut avoir besoin.

Les interruptions de contrat d'apprentissage sont nombreuses et concernent la plupart du temps des jeunes déjà en rupture avec le système scolaire.

Pourtant, le développement de l'apprentissage constitue un axe fort de la Région Midi-Pyrénées en faveur de l'enseignement professionnel et de l'insertion vers l'emploi. En effet, elle contribue au fonctionnement des CFA et Sections d'Apprentissage qui ont accueilli plus de 17 000 apprentis en 2006. Elle intervient dans la création de CFA et l'ouverture de sections d'apprentissage au sein des établissements scolaires. Elle soutient également le développement d'un programme visant à améliorer la qualité de l'enseignement et de l'accueil au sein des établissements.

Pour les contrats signés depuis le 1er janvier 2003, la Région Midi-Pyrénées aide les entreprises situées sur son territoire, qui embauchent et forment des apprenti(e)s. La Région verse une aide financière sous forme d'une prime à l'embauche et d'une prime à l'effort de formation (cf le diagramme ci-dessous).

Aides financières régionales en faveur de l'Apprentissage destinées aux maîtres d'apprentissage :



De plus, elle apporte une aide financière à chaque apprenti par le versement au CFA d'une participation de THR (transport, hébergement et restauration). Elle permet également aux apprentis de bénéficier du Chéquier Lire pour l'achat de manuels scolaires ou de documentation professionnelle. Certains apprentis peuvent bénéficier d'une bourse régionale de premier équipement (BRPE).

Quelques chiffres pour l'année 2008 en Midi-Pyrénées :

- 18 000 apprentis
- plus de 400 formations accessibles du CAP aux diplômes de l'enseignement supérieur
- 62 Centres de Formation d'Apprentis (CFA) ou sections d'apprentissage en lycées professionnels ou à l'université
- Depuis 2004, 2 000 places ouvertes et 50 nouvelles formations
- 73 M€ de budget régional pour financer l'apprentissage dont :
 - 41,3 M€ pour le fonctionnement des formations,
 - 6,6 M€ pour les équipements pédagogiques, la construction et la rénovation des locaux,
 - 26 M€ pour les aides régionales aux employeurs d'apprentis.

Pour plus information : www.cm-aveyron.fr ou <http://www.midipyrenees.fr/L-apprentissage>

Situation de l'apprentissage en Allemagne

L'âge des apprentis est similaire à celui de la France (à savoir 16-26ans). Ce sont généralement des contrats de 3 ans (2 ans en moyenne en Midi-Pyrénées), qui débutent par 6 mois d'essai (2 mois en France). Contrairement à la France, les entrepreneurs qui prennent des apprentis doivent payer des charges sociales et ne bénéficient d'aucune aide financière.

Présentation de la formation professionnelle par Martine LAGARDE, Conseil Régional Midi-Pyrénées

Suite à une étude faite en 2006, un constat a été fait : les personnes sans qualification sont les plus touchées par le chômage.

Dans un monde économique en forte mutation technologique, la formation est une réponse essentielle à la nécessité qu'a tout individu d'acquérir, de maintenir et développer ses compétences. Dans le cadre des missions qui lui sont dévolues, la Région Midi-Pyrénées intervient en formation initiale par la voie de l'apprentissage et en formation professionnelle continue. Elle intervient également en matière de formation du secteur sanitaire et social, et accorde des bourses aux étudiants inscrits sur ces formations.

Les stages de formation professionnelle peuvent être suivis par un public allant de 16 à 65 ans.

Plusieurs types de formation sont proposés :

- Les formations destinées à un public de moins de 26 ans en rupture sociale afin de se réadapter à la vie professionnelle.
- Chaque année, est établi un Plan Régional de Formation qui répond à un diagnostic régional déterminant les besoins des entreprises. Ce programme vise à former des personnes afin de maintenir une main d'œuvre qualifiée sur le territoire.
- Un programme de formation de promotion sociale, adapté également aux salariés (formation le soir).

Des financements particuliers sont mis en place :

- Financement d'aide à la création/reprise d'entreprises (Consulaires, ADEFPAT,...)
- Financement d'accès individuel à la formation, destiné aux personnes ne trouvant pas de formation correspondant à leur projet professionnel sur le territoire mais qui ont la possibilité de trouver cette formation sur un autre territoire français.

La Région est soutenue dans son action par les fonds européens.

Outre cela, la Région Midi-Pyrénées organise des journées spécifiques d'information et de sensibilisation sur des thèmes particuliers comme l'agriculture, la métallurgie, le transport,...

Pour plus information : <http://www.formation.midipyrenees.fr>

Présentation de l'emploi dans le Lot par Marie-Claire GUTIERREZ du Pôle Emploi de Figeac

Le taux de chômage est d'environ 8% à l'échelle nationale, 7% en Midi-Pyrénées mais également dans le Lot.

Concernant le profil des demandeurs d'emploi dans le Lot, il y a autant d'hommes que de femmes. Quant à la répartition sur le secteur de Figeac, les jeunes (moins de 26 ans) représente 15% des demandeurs d'emploi tandis que le taux de seniors (50 ans et plus) s'élève à 20%. Les cadres sont peu représentés (4%) contrairement aux qualifications infra-bac qui le sont largement.

Dans le contexte actuel, le pôle de Figeac est le plus touché des pôles lotois et fait face à une baisse importante des offres d'emploi. En effet, le Lot est constitué de trois pôles : Figeac tourné vers le secteur industriel ; Souillac consacré particulièrement au tourisme et Cahors concerné surtout par le commerce. Le Lot compte quatre entreprises significatives en terme d'emploi : Ratier et Figeac Aéro à Figeac, Andros à Biars-sur-Cère et la MAEC à Cahors.

On compte environ 7000 demandeurs d'emploi dans le Lot répartis de la manière suivante : 25% sur le secteur de Figeac ainsi que sur celui de Souillac, 50% sur le secteur de Cahors.

Depuis début 2009, Figeac regroupe le plus grand nombre de demandeurs d'emploi. Ce recul n'est pas forcément lié à l'intérim.

Pour plus information : <http://www.pole-emploi.fr>

Visite et présentation de l'Association AIL 46 par Jean-Pierre CLAIR, Directeur d'AIL 46 (cf Annexe 8)

« Auto Insertion Lotoise » (Ail 46) est une association créée en 1996, dont le siège est situé à Cahors. Elle intervient auprès des personnes en difficulté sur l'ensemble du département du Lot (bénéficiaires des minimas sociaux, demandeurs d'emploi, jeunes,...) en mettant à disposition des véhicules pour des démarches visant leur insertion professionnelle et/ou sociale :

- Mise à disposition de voitures, mobylettes, vélos, pour se rendre au travail, à des entretiens d'embauche, à des stages de formation, à des concours ou encore pour des déplacements médicaux, écoles, achats alimentaires...
- Mise à disposition de fourgons pour les déménagements
- Mise à disposition de matériel de camping pour des travaux saisonniers
- Maintenance et réparation du parc de véhicules de l'association

L'activité de l'association, initiée sur Cahors, avait pour vocation de s'étendre à l'ensemble du département du Lot. Jusqu'en 2005, seules des permanences étaient effectuées en dehors de Cahors. Le projet financé dans le cadre de Leader+ a permis de territorialiser l'action grâce à la création d'une antenne à Figeac permettant d'être au plus près des utilisateurs.

L'ouverture de l'antenne de Figeac a eu lieu le 1^{er} mars 2005. Fin 2005, l'association comptait déjà 61 adhérents-utilisateurs sur le secteur et n'avait pu répondre à 32 demandes par manque de véhicule. Afin d'harmoniser offre et demande, de répondre aux besoins des utilisateurs et d'acquiescer une réelle autonomie, l'association a décidé d'investir pour l'antenne de Figeac dans un parc de scooters.

L'aide Leader+ a permis de financer les dépenses de matériel de fonctionnement pour le local (matériel bureautique, équipement informatique) et l'achat de 6 scooters avec accessoires (casques, antivols).

Aujourd'hui, Ail 46 compte 25 voitures, 32 scooters et 3 fourgons mis à disposition des personnes souhaitant déménager pour se rapprocher de leur lieu de travail. Le prêt n'excède pas trois mois et tous les huit jours, un salarié de l'association s'assure que le véhicule est utilisé conformément au contrat. Tous les utilisateurs adhèrent obligatoirement à AIL 46 pour une question d'assurance.

De 150 adhérents en 2002, elle est passée à 950 en 2008. Une croissance qui montre bien que l'activité répond à un réel besoin de personnes dont les difficultés financières ne permettent pas l'acquisition ou l'entretien d'un véhicule et pour lesquelles le transport en commun ne peut être une solution de déplacement en raison de l'éloignement géographique ou d'horaires incompatibles.

L'action AIL 46 ne s'arrête pas là, et l'association a travaillé sur « l'après prêt » des véhicules. Pour cela, ils se sont penchés sur la question du microcrédit social, et ont été agréés par la Caisse des Dépôts et Consignation et Crédit Mutuel pour pouvoir proposer à leurs adhérents des microcrédits afin de les accompagner sur l'achat de véhicules, le passage du permis de conduire et, dans le cadre d'un déménagement, sur le dépôt de caution et les divers frais.

Compte-rendu de la matinée du Vendredi 27 Mars 2009

Les participants :

- **Ulrich Hartenstein**, Président du GAL Elbe-Elster.
- **Cornelia Böck**, Agricultrice.
- **Uwe Güntzel**, Architecte.
- **Heike Flemming**, GE Elbe-Elster.
- **Gudrun Wünsche**, Coordinatrice Tamen GmbH.
- **Francis CAYRON**, Vice-Président du GAL Quercy Rouergue, Chambre de Métiers et de l'Artisanat 12
- **Laure FABRE**, Animatrice, GEIQ BTP 12
- **Jordi THOCAVEN**, Animateur, GEIQ BTP 46
- **Sophie ROUDIL**, Coordinatrice, Pays du Rouergue Occidental
- **René DEBONS**, FDSEA, Chambre d'Agriculture 12
- **Valérie BELTRANDO**, Coordinatrice, GAL Quercy Rouergue
- **Betty BONHOMME**, Chargée de mission, GAL Quercy Rouergue
- **Daniel GARRIGOU**, Traducteur-Interprète

Objectifs :

Présenter les différentes formes de groupements d'employeurs sur notre territoire : leur fonctionnement, leur intérêt...

Contenu des débats :

Présentation du GEIQ BTP 12 par Laure FABRE : cf Annexe 5

Pour plus information : www.geiq46.com

Présentation du Projet Agroalimentaire du GEIQ Multisectoriel 46 par Jordi THOCAVEN : cf Annexe 6

Pour plus information : www.geiq46.com

Présentation des Groupements d'employeurs agricoles par René DEBONS, Chambre d'Agriculture de l'Aveyron

Les groupements d'employeurs agricoles sont des associations loi 1901 gérée directement par les agriculteurs qui les mettent en place. Ce sont donc des individus qui portent l'association et non des entreprises (le cas des GEIQ). Depuis peu, les GE agricoles peuvent partager leurs salariés avec des collectivités (dans ce cas, le GE reste l'employeur). Dans un GE agricole, le salarié travaille obligatoirement à plein temps (temps réparti dans les diverses exploitations du groupement), de ce fait le GE à la charge d'occuper ce temps de travail, ce qui est facilité par cette possibilité de travailler en partenariat avec les collectivités. Ainsi, le salarié doit être polyvalent et doit pouvoir s'adapter aux besoins de chaque exploitation du groupement d'employeur mais aussi aux besoins des collectivités le cas échéant.

En France, on dénombre 14 000 GE agricoles, ce qui représente 32 000 salariés. En Aveyron, le premier GE Agricole a vu le jour en 1982. Aujourd'hui, on compte 100 GE Agricole, soit environ 200 salariés. De plus, il existe un GE Agricole Départemental, composé de 36 salariés, qui gère les remplacements en cas d'arrêt maladie, d'accidents...

Pour monter un GE Agricole en Midi-Pyrénées, il faut répondre à la Charte de Qualité des Groupements d'Employeurs Agricoles. Il est également nécessaire, en amont, de déterminer un profil du salarié correspondant aux besoins de l'ensemble des exploitations qui souhaitent se regrouper. Si le GE Agricole correspond aux critères de la Charte, il est possible d'obtenir des crédits de la Région pour faciliter sa mise en place (3000€).

Compte-rendu de l'après-midi du Vendredi 27 Mars 2009

Les participants :

- **Ulrich Hartenstein**, Président du GAL Elbe-Elster.
- **Cornelia Böck**, Agricultrice.
- **Uwe Güntzel**, Architecte.
- **Heike Flemming**, GE Elbe-Elster.
- **Gudrun Wünsche**, Coordinatrice Tamen GmbH.
- **Pierre GADÉA**, Président, Communauté de Communes du Bassin de Decazeville Aubin
- **Alain CAMPERGUE**, Adjoint Mairie Aubin, Communauté de Communes du Bassin de Decazeville Aubin
- **André MARTINEZ**, Vice-Président, Communauté de Communes du Bassin de Decazeville Aubin
- **Guilhem TOURNIER**, Directeur de la pépinière d'entreprises Chrysalis
- **Sandra ARELLANO**, Animatrice de la pépinière d'entreprises Chrysalis
- **Yves VALLS**, Adjoint Mairie Aubin, Communauté de Communes du Bassin de Decazeville Aubin
- **Francis CAYRON**, Vice-Président du GAL Quercy Rouergue, Chambre de Métiers et de l'Artisanat 12
- **Valérie BELTRANDO**, Coordinatrice, GAL Quercy Rouergue
- **Betty BONHOMME**, Chargée de mission, GAL Quercy Rouergue
- **Daniel GARRIGOU**, Traducteur-Interprète

Objectif :

Présenter le Bassin de Decazeville Aubin et les outils mis en place pour redynamiser son secteur économique et assurer sa reconversion industrielle.

Contenu des débats :

Présentation de la Communauté de Communes du Bassin Decazeville Aubin et de sa reconversion industrielle par Guilhem TOURNIER : cf Annexe 7.

A l'Est du territoire Quercy Rouergue, Decazeville est une ville récente d'environ 170 ans. C'est l'une des premières en France qui a été bâtie autour et à cause de l'industrie. A l'origine, on y trouvait des marécages, le domaine de Lassalle et trois villages : St Roch, Vialarels, St Michel.

Le Duc Decazes, ambassadeur de Louis XVIII en Angleterre, avec l'aide de François Cabrol va implanter la sidérurgie à Decazeville en suivant la méthode à l'anglaise : fabriquer de la fonte avec du charbon et du minerai de fer. C'est le début de la révolution industrielle à Decazeville et dans le bassin où l'on commence à exploiter le charbon dans des galeries souterraines. La première coulée de fonte a lieu en 1828 sur le site de la Forézie à Firmi. L'usine est ensuite déplacée au lieu-dit Lassalle. Decazeville devient commune en 1834 et prend le nom de son fondateur. La ville connaît de grands jours (en 1842 c'est la plus importante usine sidérurgique en France) et est en pleine expansion jusqu'en 1855, date à laquelle le traité de libre échange signé avec l'Angleterre provoque une très longue crise métallurgique nationale. L'exploitation de la mine à ciel ouvert, la Découverte, débute en 1892. Il faut attendre la fin du XIXe siècle avec la modernisation des équipements et la première guerre mondiale pour voir une nette reprise, mais la métallurgie décline peu à peu, après la guerre. Les mines souterraines sont abandonnées en 1966. La concentration des efforts s'est donc effectuée sur la mine à ciel ouvert, "la Découverte" qui est devenue la plus grande exploitation de ce type en France (3,7 km de long, 2,5 km de large, 250 m de profondeur). Aujourd'hui, l'activité est définitivement arrêtée depuis 2001, mais la ville reste très empreinte de son passé minier. Le site de la "Découverte" est en cours de réhabilitation.

La Communauté de communes du bassin de Decazeville–Aubin est née, dans sa forme actuelle, à l'aube de l'an 2000. Il a dès le départ été question de se plonger dans l'avenir du territoire et de réfléchir à son développement global, cohérent et durable. Souhaitant ne pas renouveler les erreurs du passé et se servir des atouts et du potentiel de son territoire, la Communauté de communes a adopté dès le début de son existence la vision « développement durable » de manière naturelle et c'est ainsi qu'elle s'est logiquement orientée vers la démocratie participative, devenant la première communauté de communes en France à être dotée d'un conseil de développement local.

Instance consultative associée aux projets de la Communauté, le conseil de développement est également un groupe de travail composé des forces vives du territoire : représentants du monde associatif, de syndicats, de chefs d'entreprise, d'élus, de commerçants et artisans. Il est organisé en cinq commissions thématiques : « développement économique », « environnement », « aménagement du territoire », « équité sociale », et « services de la collectivité ».

En septembre 2003, la Communauté de communes a décidé de continuer à concrétiser la démarche globale engagée par le recrutement d'un « chargé de mission développement durable » et l'élaboration d'un agenda 21 local, à partir d'un diagnostic concerté du territoire et d'enjeux clairement identifiés en concertation avec la population locale.

Le travail de diagnostic a été achevé en février 2005. Il a ensuite fait l'objet d'une appropriation par les élus de la Communauté de Communes puis a été présenté à l'ensemble de la population du Bassin sous la forme d'un questionnaire. L'objectif était de vérifier si la population locale partageait ou non la vision des membres du groupe de travail et de permettre également à chacun d'apporter ses propres perceptions. Ce sont donc 8000 questionnaires qui ont été envoyés au mois de mai 2005 à chaque foyer du territoire. Le taux de retour des questionnaires a dépassé les prévisions les plus optimistes. En effet, 1418 questionnaires ont pu être traités statistiquement, soit un taux de retour de près de 20 %. De plus, parmi ces questionnaires, 243 comportaient des remarques complémentaires (allant de quelques mots à plusieurs pages).

Un important travail d'analyse statistique de l'ensemble des réponses a permis à la Communauté de Communes de dégager les enjeux et les priorités pour l'Agenda 21, validés par les élus en septembre 2005. Ces enjeux sont :

- maintien des jeunes sur le Bassin image et attractivité du Bassin
- emploi et développement économique
- une agglomération dynamique et homogène
- accueil du public et liens entre collectivités et citoyens

Pour plus information : www.cc-decazeville-aubin.fr

Visite et présentation de la pépinière d'entreprises Chrysalis par Guilhem TOURNIER (cf Annexe 8)

Née de la volonté de favoriser la création et l'accueil d'entreprises, « *Chrysalis, pépinière d'entreprises* », est un des projets majeurs du schéma directeur porté par la communauté des communes du Bassin Decazeville-Aubin.

Au sein du deuxième pôle industriel de l'Aveyron et au cœur de la Mecanic Vallée, le territoire est desservi par l'ancienne RN 140 (aujourd'hui RD 840) qui relie Brive à Montpellier, en passant par Figeac et Rodez. L'autoroute A20 (Paris/Toulouse/Espagne) est à 45 mn et l'aéroport Rodez-Marcillac à 20 mn.

Chrysalis propose à la location :

- 11 bureaux de 18 m² à 37 m² équipés d'un accès internet ADSL
- 2 ateliers de 145 m² dont une partie bureau équipé d'un accès ADSL.

Des espaces communs sont à la disposition des entrepreneurs :

- un espace d'accueil
- une salle de réunion pouvant accueillir 30 personnes,
- un espace de convivialité.

Enfin deux bureaux équipés sont mis à disposition gratuitement auprès :

- des personnes ayant un projet de création d'entreprise qui souhaitent le développer dans un environnement adapté.
- des partenaires d'accompagnement à la création d'entreprise qui y tiennent une permanence :
 - CREER Boutique de Gestion
 - RILE 12

Chrysalis est une pépinière généraliste, elle est destinée à accueillir tout type d'activité (artisanat, commerce, service, industrie...). Un accompagnement est proposé avant la création pour passer de l'idée au projet. Une fois le projet validé par un comité d'agrément, le chef d'entreprise peut s'installer dans les locaux et signer une convention précaire de 23 mois. Elle peut être renouvelée une seule fois en fonction des besoins de l'entreprise.

Tout au long de sa présence en pépinière, le chef d'entreprise a accès à des services partagés : accueil personnalisé, secrétariat, gestion du courrier, photocopieur, fonds documentaire. Mais surtout, il bénéficie d'un suivi personnalisé

qui permet d'anticiper les difficultés et de favoriser la pérennité de l'entreprise. Ce suivi est assuré par le service développement économique de la communauté de communes. Celui-ci permet de prévenir les difficultés éventuelles et de tenter de trouver si besoin est, des solutions avec des partenaires (SORID, FIBM, Plate-forme d'initiative locale – ODI, Aveyron Expansion, Midi-Pyrénées Expansion, ADIMAC, Mecanic Vallée, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des métiers, Les acteurs publics et privés du financement de l'entreprise).

Enfin, Chrysalis permet de rompre l'isolement du chef d'entreprise. Par l'organisation interne du bâtiment et l'animation qui sont proposées, les contacts sont favorisés entre locataires qui peuvent ainsi échanger leurs expériences. Ces échanges permettent d'une part de trouver des solutions à leurs problèmes, mais aussi de se créer un premier réseau professionnel.

Au terme de cette période en pépinière, des solutions d'implantation sur le territoire seront proposées au chef d'entreprise qui pourra ainsi rester dans son environnement professionnel dans lequel il est complètement intégré.

Pour plus information : www.cc-decazeville-aubin.fr

Liste des Annexes

Annexe 1 : Présentation du territoire Quercy Rouergue, GAL Quercy Rouergue.

Annexe 2 : Vidéo de présentation du territoire Elbe Elster, GAL Elbe Elster.

Annexe 3 : Plaquette de présentation de Lot Initiatives Artisanat

Annexe 4 : Présentation de l'Apprentissage, Chambre de Métiers de l'Aveyron.

Annexe 5 : Présentation du GEIQ BTP 12.

Annexe 6 : Présentation du Projet Agroalimentaire du GEIQ Multisectoriel 46.

Annexe 7 : Présentation de la Communauté de communes du Bassin de Decazeville Aubin et de sa reconversion industrielle.

Annexe 8 : Revue de presse.